

100 %
DROIT



LE DROIT CONSTITUTIONNEL

DE LA **V^e RÉPUBLIQUE** 2^e édition

ÉRIC SALES



*illustré par
des extraits de textes,
des décisions de
justice, des tableaux
et des schémas*

ellipses

Table des matières

Introduction	11
I – La cinquième des Républiques	11
II – Les circonstances de la naissance de la Constitution du 4 octobre 1958	14
III – L'écriture de la Constitution du 4 octobre 1958	19
IV – La mise en place des institutions	22
V – Le régime politique de la V ^e République	23
VI – La stabilité de la Constitution du 4 octobre 1958	26

Partie I

Une organisation constitutionnelle des pouvoirs restructurée

Titre I

L'organisation constitutionnelle initiale des pouvoirs au sein de la République	31
--	----

Chapitre I

Les gouvernants	31
-----------------	----

Section I

Un exécutif à « deux têtes »	32
-------------------------------------	----

§ 1 – Le Président de la République, un rouage institutionnel essentiel	32
---	----

§ 2 – Le gouvernement, un organe exécutant	65
--	----

Section II

Le Parlement, une institution reléguée au second plan	77
--	----

§ 1 – L'organisation du Parlement	78
-----------------------------------	----

§ 2 – Le fonctionnement du Parlement	86
--------------------------------------	----

Chapitre II	
Le peuple	107
Section I	
Le peuple, une notion constitutionnelle reconnue dans son existence	108
§ 1 – Un concept défini par la Constitution	108
§ 2 – Un concept protégé par le Conseil constitutionnel	113
Section II	
Le peuple, une notion constitutionnelle limitée dans son expression	116
§ 1 – La participation directe du peuple à la prise de décision : une expression limitée	117
§ 2 – La participation indirecte du peuple à la prise de décision : une expression négligée	127
Titre II	
L'organisation constitutionnelle nouvelle des compétences au sein de la République	133
Chapitre I	
Une République européanisée	134
Section I	
L'introduction du droit communautaire dans la Constitution	135
§ 1 – Les origines de la pénétration du droit communautaire	135
§ 2 – La méthode d'intégration du droit communautaire dans la Constitution	143
Section II	
Les conséquences liées à l'européanisation de la Constitution	148
§ 1 – Des transferts de compétences difficiles à identifier	149
§ 2 – Le renforcement des compétences parlementaires en matière européenne	150
§ 3 – Le développement d'un droit constitutionnel européen jurisprudentiel	158

Chapitre II	
Une République décentralisée	166
<i>Section I</i>	
La reconnaissance constitutionnelle de la décentralisation	167
§ 1 – Une reconnaissance dans son principe	167
§ 2 – Une reconnaissance dans sa structure	175
§ 3 – Une reconnaissance dans sa démocratie	177
<i>Section II</i>	
Les modalités constitutionnelles de la décentralisation	180
§ 1 – L’affirmation du pouvoir normatif local	181
§ 2 – Les principes régissant l’exercice des compétences	185
§ 3 – La recherche d’une meilleure égalité entre collectivités	195

Partie II

Des garanties constitutionnelles des droits fondamentaux diversifiées

Titre I	
La garantie juridictionnelle des droits fondamentaux	199
Chapitre I	
La garantie des droits fondamentaux assurée par le Conseil constitutionnel	199
<i>Section I</i>	
L’acte de naissance du contrôle de constitutionnalité des lois	200
§ 1 – La longue gestation du contrôle de constitutionnalité des lois	200
§ 2 – L’évolution du Conseil constitutionnel	218
<i>Section II</i>	
Le contrôle de constitutionnalité	260
§ 1 – Les normes de référence du contrôle de constitutionnalité	260
§ 2 – Les normes contrôlées	276
<i>Section III</i>	
La sanction du contrôle de constitutionnalité	291
§ 1 – Les divers types de décisions	291
§ 2 – L’autorité des décisions du Conseil constitutionnel	298

Chapitre II	
La garantie des droits fondamentaux assurée par les juridictions ordinaires	303
Section I	
Le contrôle de constitutionnalité des actes infra-législatifs	304
§ 1 – Le contrôle de constitutionnalité des actes infra-législatifs par le juge administratif	304
§ 2 – Le contrôle de constitutionnalité des actes infra-législatifs par le juge judiciaire	318
Section II	
Le contrôle de conventionnalité des lois	321
§ 1 – Un contrôle exercé par les juridictions ordinaires	322
§ 2 – Un contrôle complémentaire ou concurrentiel par rapport au contrôle effectué par le Conseil constitutionnel?	326
Section III	
L'appréciation de la constitutionnalité des lois	334
§ 1 – Le contrôle des lois antérieures à la Constitution	334
§ 2 – Le contrôle des lois dans le cadre de la question prioritaire de constitutionnalité	337
Titre II	
La garantie non juridictionnelle des droits fondamentaux	339
Chapitre I	
Le garant des juges : le Conseil supérieur de la magistrature	339
Section I	
La composition du Conseil supérieur de la magistrature	340
§ 1 – La présidence du Conseil supérieur de la magistrature	341
§ 2 – Les membres du Conseil supérieur de la magistrature	343
Section II	
Les prérogatives du Conseil supérieur de la magistrature	348
§ 1 – Les compétences des formations spécifiques du CSM	349
§ 2 – Les compétences de la formation plénière	359

Chapitre II	
Le garant des usagers des services publics et privés : le Défenseur des droits	362
<i>Section I</i>	
L'organisation de l'institution	364
§ 1 – La désignation unilatérale du Défenseur des droits	364
§ 2 – La structure complexe du Défenseur des droits	367
<i>Section II</i>	
Le fonctionnement du Défenseur des droits	372
§ 1 – L'accès facilité au Défenseur des droits	372
§ 2 – Les larges pouvoirs d'intervention du Défenseur des droits	380
 Bibliographie	 389
 Index	 415